Le budget—M. Stanfield

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Vous avez refusé de l'adopter.

M. Stanfield: Le pauvre! Il n'a pourtant pas tout oublié. Il a dissout le Parlement. Il a laissé au *Feuilleton* les objectifs les plus précieux du ministre des Finances en 1972. Le premier ministre n'a sûrement pas oublié cela. Je peux comprendre que le premier ministre se sente quelque peu affligé à l'idée de passer à l'histoire comme le seul chef de gouvernement à être renversé sur le budget. Tout en résistant aux tentations d'agir moi aussi d'une manière sectaire, monsieur l'Orateur, qu'il me soit permis de dire qu'aucun gouvernement ne mérite davantage un tel honneur.

[Français]

Le premier ministre nous a servi hier soir un nouvel exemple de l'électoratisme auquel il n'hésite pas à recourir quand il cherche à s'attirer des votes aux dépens de l'unité nationale, comme pendant la campagne électorale de 1968, par exemple. Je veux lui dire tout de suite, monsieur le président, avant que la campagne électorale ne commence, que nous verrons à ce que les Québécois, comme les autres Canadiens, ne soient plus trompés par son petit manège qui consiste à vouloir faire passer les conservateurs progressistes pour francophobes et «mange-Canayens».

Le premier ministre nous avait habitués à de drôles de discours. Hier soir, il a rompu avec cette tradition pour nous servir plutôt un discours drôle. Il a prouvé une seule chose, mais de façon certaine, savoir qu'il est plus habile dans le sarcasme que dans les questions économiques.

Je dirai simplement, à lui et à ses collègues, que si je m'applique et fais des efforts pour mieux parler ma langue seconde, c'est parce que j'ai l'honneur d'être chef d'un parti qui, depuis longtemps déjà, et avant même l'avènement du gouvernement libéral actuel, avait pris de nombreuses initiatives en vue de promouvoir l'égalité des deux langues officielles au Canada. Je voudrais simplement rappeler au premier ministre la situation de la langue française et le sort des fonctionnaires francophones dans ce pays avant 1957, et cela après 22 années d'administration libérale.

Mon parti s'est engagé officiellement au respect intégral du bilinguisme et à sa promotion. Cela, les Québécois le savent. Ils apprécient, j'en suis certain, ce que je fais afin de les bien comprendre et d'être mieux compris d'eux. Aussi, je ne permettrai pas au parti libéral de brandir l'épouvantail raciste à des fins électorales et de saborder nos efforts collectifs vers l'unité.

Voici une autre tactique que je considère mesquine et que le premier ministre a utilisée hier soir, et contre laquelle je veux mettre les Canadiens en garde. Le premier ministre voudrait nous faire croire que quiconque n'est pas libéral au Québec est un mercenaire à la solde des autres partis. C'est un mensonge! C'est un mensonge énorme qui insulte à l'intelligence des Québécois. Et les ministériels, pour quelques semaines encore, seront étonnés de constater, lors du prochain scrutin, l'existence d'un grand nombre de Québécois de bonne volonté, et parmi eux se trouvent même des libéraux, qui vont conjuguer leur efforts aux nôtres, pour mettre un terme, une fois pour toutes, à l'hégémonie libérale fédérale sur le Québec.

Que le gouvernement cesse donc ses niaiseries partisans, et qu'il cherche à justifier son incurie administrative et sa maladresse économique, plutôt que d'exploiter les préjugés, et dresser les Canadiens les uns contre les autres. Car les propos de saltimbanque du premier minis-

[M. Stanfield.]

tre ne peuvent faire oublier aux Canadiens, pas plus aux Québécois qu'aux autres, les problèmes et les misères que son gouvernement leur a apportés.

● (1700)

[Traduction]

Le ministre des Finances a dit que le budget était sensé. Je crois savoir ce qu'il voulait dire. Il voulait dire qu'en soi, en tant qu'exemple abstrait, le budget peut être considéré comme une représentation théoriquement sensée de la façon dont le pays présente ses calculs. Les additions et les soustractions sont assez bien faites et bon nombre des motions de voies et moyens concernant la réforme fiscale permanente sont aussi peu compréhensibles que celles qui les ont précédées. Un pays qui ne connaît pas de problèmes inflationnistes graves, de troubles chroniques de main-d'œuvre, surtout chez les travailleurs pauvres, et dont les habitants aiment que les recettes réalisées grâce aux impôts des particuliers augmentent de 1.5 million de dollars en un an, un pays de ce genre pourrait vouloir prendre le budget comme modèle.

Chose étrange, le ministre des Finances a dit que son budget présenté il y a un an répondait à la situation et que le budget à l'étude était sensé. Il y a une différence, comme le ministre le sait fort bien, et étant donné les conditions qui existent au Canada aujourd'hui, le fait que le ministre a changé de termes constitue une admission de son échec pour ce qui est de produire quelque chose qui réponde vraiment aux besoins économiques du pays. Le Canada veut une administration qui pourra combattre l'inflation. Rien d'autre ne répondra aux besoins du pays. Le parti progressiste conservateur s'est engagé à fournir cette administration et, une fois au pouvoir, nous instaurerons un programme à cette fin.

Je tiens à bien préciser que je n'accepterai pas, que je fasse partie de l'opposition ou que je sois au pouvoir, qu'on continue à faire aux Canadiens ce que le taux d'inflation leur a fait. Bien sûr, il n'y a pas de solution facile mais je défie le ministre des Finances, je défie le premier ministre et je défie le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp) de dire que j'ai manqué d'uniformité dans l'attitude que j'ai adoptée ou dans quelque chose que j'ai dit.

Il faut appliquer des contrôles pendant une courte période afin d'atteindre un objectif important. Nous ne réglerons pas le problème de l'inflation...

Une voix: Cela n'arrangera rien.

M. Stanfield: ... mais le programme que nous instaureons peut détruire ou du moins réduire efficacement les effets de l'inflation au Canada. Il n'y a aucune ambiguïté dans ce que je dis. Je m'en tiens toujours au principe d'un blocage de très courte durée, et ensuite, de mesures ou de contrôles souples pouvant aller de 18 mois à 2 ans.

Alors qu'il est au bord de la faillite, le gouvernement gémit: «Cela ne marchera pas». Si cela ne doit pas marcher, pourquoi en faire état dans le plan d'urgence du gouvernement? Pourquoi tous les partis politiques de Grande-Bretagne, y compris le parti libéral, souscrivent-ils à une politique de contrôle et à une politique des revenus?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Ce pays a un passé économique qui en dit long.